

Coopération et formes d'organisation sociale

Colloque organisé à l'initiative de PEKEA

Rennes le 13 décembre 2012.

Communication présentée par

Marc Humbert¹

L'éthique de la coopération face au *politique* de la compétitivité et à la *technoscience* des activités économiques.

Le mouvement coopératif poursuit une histoire exemplaire en elle-même, très documentée et abondamment interprétée. D'innombrables expériences, très variées, méritent d'être connues et présentées largement. Le texte ci-après fera référence à ce mouvement coopératif mais ne contribue ni à en retracer ou commenter l'histoire ni à la présentation de certains cas ; son objet est de faire le point sur un travail en cours de production d'un savoir *politique* et *éthique* sur les *activités économiques*. Un savoir nécessaire à tous ceux qui veulent mettre le monde sur une autre voie, afin d'aller vers un autre chemin que celui qui semble promis aujourd'hui. Je vais contraster à cet effet le terme de *coopération* avec celui de *concurrence* ; à ce dernier je vais joindre un autre terme, celui de *compétitivité*.

Chaque terme s'inscrit dans une ligne sémantique et a nourri des discours dont on ne perçoit la signification profonde qu'en repérant quel est son registre. Ne pas le préciser est une source de confusion pour la compréhension de ce qui est exprimé.

La principale source de difficulté tient à ce que des discours différents peuvent parler des mêmes objets, mais des objets qui peuvent être logés dans trois mondes qu'il faut distinguer : un monde théorique, un monde observable², un monde souhaitable. Cette différenciation se combine avec une autre liée à la nature des discours. Certains sont de type analytique, ils inscrivent les termes dont ils parlent et en commentent les relations dans ce qu'ils tiennent pour un « modèle » du monde réel : un monde théorique. D'autres discours sont de type stratégique, ils parlent des activités économiques à partir d'observations concrètes du monde ; ils entendent éclairer à l'aide du modèle théorique, des prises de décisions nécessaires pour « améliorer » telle ou telle situation observée³; ils peuvent alors être confrontés à des écarts entre leurs observations et ce qui est censé se passer selon le modèle théorique ou/et par rapport à ce qui leur semble être le monde idéal ou souhaitable. Comment changer les contours et le contenu de certains points du monde

¹ Marc Humbert est co-fondateur de PEKEA, Vice-président du conseil scientifique et actuellement professeur à l'université de Rennes 1, membre du CRCJR (centre de recherche sur la culture japonaise de Rennes), du CIAPHS et de l'ISMEA. Voir <http://www.altersocietal.org>

² Il faut ajouter que le monde observable est le monde réel mais celui-ci n'est pas connaissable en soi, il est seulement « perçu » avec un outil d'observation et de conception, pour le dire ; différents outils amènent à différents mondes perçus avec des différences comparables à celles qui prévalent entre les trois mondes ci-dessus définis.

³ Bien des discours considèrent une situation délimitée, localisée, partielle par rapport à l'ensemble du monde observable et donc aussi par rapport à celui qu'ils tiennent pour souhaitable.

observable, tels qu'ils sont perçus, pour qu'ils puissent devenir composants constitutifs du monde souhaitable ?

Face à ces écarts, plusieurs attitudes sont possibles de la part de ceux qui tiennent des discours stratégiques⁴ : (i) remettre en cause le modèle théorique et chercher un autre modèle plus pertinent, (ii) s'en accommoder et chercher à rapprocher le monde réel du modèle théorique, surtout si ce dernier ressemble à la conception qu'ils ont du monde idéal, (iii) n'en pas tenir compte et proposer des mesures qui pourraient rapprocher, selon eux, et sans recours à un modèle théorique général, du monde qui leur semble souhaitable....

La technoscience des activités économiques

La situation qui est la nôtre est plus particulière que celle décrite dans l'énoncé général précédent car, depuis 1989, avec la chute du mur de Berlin puis l'effondrement du communisme, un modèle théorique est devenu dominant. Ainsi les élites, les décideurs, partout sur la planète, pour traiter des activités économiques, ont adopté l'attitude (ii), c'est-à-dire se sont, à de rares exceptions près⁵, ralliés au « modèle » théorique principal de la *technoscience* des économistes normés, élaborée sur des fondements écrits par Adam Smith.

PEKEA a été lancé pour épauler l'attitude (i) et construire collectivement à cette fin, **une approche politique et éthique** des activités économiques qui se distingue de l'approche théorique principale des activités économiques qui est une approche *technoscientifique*. Il s'agit de produire un autre discours analytique, qui puisse soutenir d'autres discours stratégiques, comme ceux produits par l'attitude (iii) et aider à se rapprocher d'un monde souhaitable à bien des égards différent de celui rêvé par les adeptes du modèle théorique de la technoscience.

Nous cherchons à produire un discours analytique qui sera une représentation simplifiée du monde réel mais sans écart structurel avec lui et donnant les outils permettant un discours stratégique traçant la transition qui mène vers un monde souhaitable celui qui correspond à ce qui peut être perçu comme les aspirations du plus grand nombre. Nous avons considéré qu'il est crucial de prendre en compte que les sociétés fonctionnent concrètement selon une double composante *politique et éthique* même lorsque **les discours** mobilisés pour justifier – ex ante ou ex post-, ou pour organiser, des fonctionnements concrets, reposent sur une référence à une *technoscience* des activités économiques.

Le but poursuivi, et, en tout cas, le but atteint par cette référence à une *technoscience* universelle, est de justifier une position qui disqualifie les influences de nature *politique et éthique* sur les activités économiques et au mieux impose de les considérer comme limitées à un domaine de plus en plus étroit du fonctionnement de la société. En effet, cette *technoscience* soutient qu'en éliminant tout du *politique et de l'éthique*, le fonctionnement des sociétés conduit à la situation économique correspondant aux attentes de tous et la situation la meilleure possible, selon les critères définis par cette technoscience.

⁴ Ceux qui tiennent les discours de type théorique sont aussi confrontés à ces écarts ; certains cherchent à améliorer l'absorption d'observations qui paraissent ne pouvoir être prises en compte par leur modèle et s'efforcent de rendre celui-ci « plus réaliste ». C'est en convergence avec l'attitude (ii). Mais la tentative n'aboutit pas pour ce qui est du modèle principal actuel car comme je l'indique plus bas les écarts ne sont pas récupérables de cette manière du fait qu'ils sont structurels. PEKEA a lancé la constitution d'un autre discours de type théorique qui ne présente pas d'écarts structurels par rapport au monde observable.

⁵ Peut-on y mettre ceux qui au pouvoir, prennent leurs distances avec le modèle et semblent dans la catégorie (iii) ? Ce n'est pas le cas des Chinois, c'est peut être celui des Equatoriens et des Vénézuéliens, est-ce encore celui des Cubains, des Boliviens ?

Peu à peu toute la vie des sociétés est soumise à l'emprise de cette technoscience, qui exerce à l'échelon planétaire son pouvoir dominant sur les comportements et les pensées. En son nom, les décideurs, les élites, somment la société de se transformer en une sorte de marché généralisé. Sur celui-ci, aux valeurs supportées par une éthique, sont substitués des prix qui résultent du supposé libre fonctionnement de la loi de l'offre et de la demande, l'une et l'autre considérées comme expression des aspirations de tous. Cette technoscience pousse à la négation et à la disparition du *politique et de l'éthique*.

Le *politique* de la compétitivité

En ce qui concerne le *politique*, c'est-à-dire le pouvoir, la technoscience pousse en premier à réduire celui de l'Etat : privatisations, déréglementations, révision générale des politiques publiques (en France RGPP), passage du gouvernement à la gouvernance (New Public Management). Les États restent puissants pour imposer aux peuples la volonté des dirigeants, mais deviennent moins présents et exercent donc moins de pouvoir en matière économique et sociale.

En revanche la *technoscience* justifie ce qui apparaît comme une absence de réduction du pouvoir réel des puissances privées, même si les discours des élites, des décideurs, prétendent s'y efforcer. Les politiques dites de la concurrence s'accommodent de la poursuite de concentrations géantes, et de l'existence de quasi monopoles -ou au moins d'oligopoles mondiaux- comme jamais vus depuis la révolution industrielle, dans les secteurs-clés de l'activité économique : pensons à Microsoft, Intel, Google, Monsanto, la pharmacie, l'automobile, le nucléaire, la banque, la grande distribution, qui façonnent sans contrepouvoirs équivalents (malgré nombre de résistances localisées) nos activités économiques ... La technoscience soutient cette concentration en prétendant qu'il suffit de s'assurer que les relations économiques fonctionnent « comme si » on était dans une configuration de concurrence, c'est-à-dire de vérifier qu'elle produit une situation économique équivalente à celle qui résulterait d'une configuration concurrentielle. Si tant est que la démonstration pût en paraître correcte, la crise de 2008 et sa récurrence liée au pouvoir de la Finance, obligeraient pourtant au doute sur sa qualité. Outre ces effets directs observés, les effets « externes » d'une telle concentration sur le fonctionnement de la société sont la constitution de lieux de gigantesques pouvoirs en contradiction avec une organisation démocratique – et qui ont empêché d'aboutir les velléités publiques de « réforme » de la Finance dans l'après 2008. En outre et en tout état de cause, une configuration concurrentielle ne saurait produire, selon cette technoscience elle-même, une situation inégalitaire et encore moins de plus en plus inégalitaire comme cela était déjà observé dans le rapport OCDE de 2008.

N'en déplaise au discours normés de la technoscience, et aux discours qui s'appuient sur elle, les sociétés fonctionnent, en particulier dans leurs activités économiques, selon des modalités très éloignées de certaines caractéristiques du modèle standard. Toutes les sociétés baignent dans des rapports de pouvoir, dans le *politique*, auxquels on dit vouloir les soustraire. Laissons de côté une partie des rapports conflictuels de la géopolitique, explicitement rapports de pouvoir⁶, ne regardons que les seules activités dites économiques. La réalité de la prégnance du politique est attestée quand on observe le passage du terme de concurrence à celui de compétition et de compétitivité. C'est le passage de la posture analytique, celle des techno-scientistes et d'une concurrence théorique qui mène à un équilibre, à une posture stratégique, celle des décideurs privés ou publics, qui proposent des mesures permettant d'éviter de perdre et, mieux, promettent de gagner sur les autres, bref de se maintenir ou de grimper vers le haut d'une hiérarchie.

Les décideurs privés cherchent à exercer un pouvoir de marché, les décideurs publics à placer leur « nation » au mieux dans la hiérarchie des puissances économiques mondiales. Les uns et les autres

⁶ Certains théoriciens proches de la technoscience principale n'écartent rien du fonctionnement des sociétés du domaine de validité de leur modèle et analysent le marché politique, mais tout cela ne s'intègre pas dans un système général.

sont à la recherche des meilleurs facteurs de compétitivité. Tout le vocabulaire stratégique est un vocabulaire guerrier de bataille, de rivalité, de lutte contre le déclin, d'exercice de la puissance : **les activités économiques sont à l'évidence du domaine du politique, des rapports de pouvoir**. Un modèle pertinent de représentation du monde doit nécessairement prendre en compte les rapports entre les personnes et entre les groupes au travers desquels les jeux d'influence forment ces rapports de pouvoir, le politique : c'est une dimension structurelle du monde réel. S'en interdire la perception ou tout faire pour l'éliminer est **une falsification du réel**, qui ne peut permettre de tenir un discours analytique à prétention scientifique.

L'éthique de la coopération

Parmi les tenants de cette technoscience, il y en a certes quelques-uns qui, de *bonne foi*, militent pour réussir à éliminer tous les rapports de pouvoir qui sont certes tous (publics ou privés) synonymes d'atteinte à la liberté individuelle égoïste. Je pense que quelques autres ne sont pas convaincus par l'évidence, leur raisonnement étant égaré par leurs *croyances*. Mais au total les uns et les autres sont peu nombreux au regard de tous ceux qui, pour plusieurs raisons, continuent à soutenir des discours se référant à la technoscience tout en sachant qu'elle est fondée sur un modèle structurellement non représentatif du monde réel.

Il faut trouver la raison de ce phénomène d'aveuglement parfois volontaire. Pour les catégories précédentes, elle est dans le registre de la « bonne foi », des « croyances », bref, il ne s'agit pas d'un raisonnement « scientifique » qui les égare, mais d'une prise de position qui ne peut être qu'*éthique*, du domaine de certaines valeurs et donc qui, de par sa définition, n'est pas susceptible d'entrer dans le discours de la technoscience. Ceci est bien sûr nié, occulté par la technoscience. La raison motivant l'attitude de ces catégories peut être aussi du domaine du *politique*. C'est-à-dire que certains soutiennent le discours fondé sur la technoscience, malgré la non-pertinence de celle-ci, parce que ce discours assure que s'établissent des comportements, assure que se prennent des décisions, qui permettent de faire avancer leurs intérêts égoïstes : un discours qui leur donne du pouvoir.

Et puis il y a enfin ceux qui, « pragmatiques » au sens commun du terme, se disent « réalistes » et s'accrochent de la non pertinence de la technoscience, parce qu'il n'existe pas à leur connaissance de discours de rechange fondé sur quelque chose qui paraisse solide et incontestable. Ils pensent que les versions plus ou moins adaptées et sophistiquées et dont il leur est tiré et offert des recettes prêtes à l'emploi, apportent ce qu'il y a de mieux sur « le marché des explications du fonctionnement de la société et de l'aide à la prise de décision ».

Apporter un corpus de rechange, voilà le formidable défi que s'efforcent de relever tant le projet PEKEA depuis dix ans, que quelques autres lancés ici et là, avant et depuis. A la différence de la technoscience en usage, le corpus en constitution est un modèle d'analyse plus représentatif du monde perçu et offre les moyens de mener une stratégie propre à nous rapprocher d'un monde souhaitable et correspondant aux aspirations ainsi mieux perçues du plus grand nombre.

Toutefois avant que puisse être présenté un corpus équivalent en force de conviction et en potentialité d'application, d'innombrables tentatives théoriques et/ou stratégiques ont déjà endossé non seulement l'incongruité de l'occultation du *politique* mais aussi la révolte devant l'éradication de toute référence *éthique*. Il faut en effet souligner cet autre écart structurel de la technoscience normée par rapport au monde réel. Elle refuse toute considération pour les valeurs ce qui réduit toute appréciation au seul critère du prix de marché. De multiples démarches ont été engagées sur des domaines plus ou moins limités où elles s'efforcent de trouver un chemin de fonctionnement et d'action qui diffère de ceux balisés par la technoscience, un chemin qui dirige vers un autre monde souhaitable que celui ciblé par la technoscience.

Parmi ces démarches, on peut distinguer *le mouvement coopératif*. Il est remarquable tant pour sa longue histoire qui commence au 19^{ème} siècle et qui se poursuit, que pour ses résultats présents, à contre-courant des évolutions négatives des opérations menées suivant les normes de la technoscience.

Il prend à la fois la mesure du *politique* et de l'*éthique*.

Dans le monde réel, il est vrai que nous sommes souvent tentés de suivre nos intérêts individuels égoïstes, guidés par la volonté d'affirmer notre liberté individuelle, toute aussi égoïste et que nous ressentons la juste nécessité de faire valoir nos droits ; c'est là l'expression de notre vitalité, de l'énergie du désir qui prend la forme d'une volonté de puissance, le *conatus* spinozien. Cette pulsion est commune aux espèces animales, elle y est tempérée, dans les comportements de nombre d'entre elles, par des sentiments innés d'empathie avec d'autres êtres, souffrants, et par une sorte d'altruisme. Mais l'humanité va plus loin, l'humanisation est consubstantielle au contrôle de cette force vitale. Etre humain, c'est comprendre la nécessité de limiter son désir de puissance, non seulement par un surmoi qui évite la destruction de l'entourage immédiat, mais aussi par la soumission à des impératifs collectifs dont les contours sont décidés – au moins là où les plus beaux acquis de la révolution française sont mis en application- en commun, par une organisation démocratique des pouvoirs, du *politique*. La liberté individuelle s'exerce alors, non de manière égoïste, mais dans le respect de l'intérêt général. Là, nous entrons dans le champ de l'*éthique* : les forces en présence formées par les capacités de puissance de l'ensemble des membres de la société se confrontent démocratiquement pour qu'ils puissent décider où ils vont aller ensemble et comment. Pour convenir de ce que sont les valeurs qui vont tout à la fois, guider les actions des uns et des autres, les apprécier, encadrer les libertés et assurer l'autonomie de chacun.

Les aspirations du plus grand nombre, comme on le lit dans la déclaration de l'indépendance américaine de 1776 ou dans l'article premier de la déclaration française des droits de l'homme de 1793, ou encore dans l'ambition explicite du Bhoutan contemporain, c'est le bonheur. Tous les sondages d'opinion dans tous les pays du monde montrent à l'envi que ce qui est la chose la plus importante pour tout un chacun, c'est le bonheur qu'on trouve dans la qualité des relations personnelles qu'il est possible de nouer. Sous réserve d'inventaire, j'affirme volontiers que la recette du bonheur est la suivante, en l'empruntant à Ivan Illich⁷ : « les gens seraient plus heureux s'ils pouvaient

travailler ensemble et prendre soin l'un de l'autre » et de la nature.

Si par certains côtés nous sommes des disciples de la maxime d'Adam Smith et des adeptes de l'*homo economicus*, par d'autres, nous sommes des disciples de la parole d'Ivan Illich et des adeptes de l'*homo convivialis*. L'homme convivial poursuit des fins qui sont éclairées par des valeurs et non par les prix de marché, il vit dans une société où la priorité est donnée à l'éthique, qui guide l'organisation politique, y compris pour des activités économiques qui vont se dénouer sur des marchés concurrentiels.

Le mouvement coopératif est une belle illustration sur la longue durée de ce qu'il est possible d'être guidé par ce modèle théorique tout en essayant de cheminer vers ce monde idéal, y compris dans les difficiles circonstances économiques actuelles. Au sein du mouvement coopératif, l'exemple des coopératives de production se lit à l'évidence comme une application du « travailler ensemble ». Les Sociétés Coopératives et Participatives organisent un « travailler ensemble » selon les principes

⁷ Ivan Illich, 1973, *La convivialité*, Editions du seuil, Paris, p. 77. J'ajoute la fin de la phrase qui est en tout point en accord avec l'esprit de la section d'où en est tiré le début : cette section s'intitule « La dégradation de l'environnement » ; Illich s'y insurge « La terre est notre demeure. Et voici que l'homme menace sa demeure » (op.cit., p. 76). Et pour lui la solution passe par la formule que j'ai citée ; selon lui la raison en est que : « seule la personne a des fins, que seule elle peut travailler à les réaliser » (op.cit., p.79). Illich était proche de la revue Esprit et du personalisme de Emmanuel Mounier.

coopératifs ; une personne, une voix. L'intérêt commun et les orientations de l'unité de travail et de production sont débattus démocratiquement. « Chacun y prend soin l'un de l'autre », en respectant les vulnérabilités. Les Scop s'efforcent toutes, en lien avec les 7 principes du mouvement coopératif d'exercer leur activité économique avec la plus grande responsabilité économique, sociale et environnementale. D'une certaine manière, il faudrait parler de « soin réciproque », de *reciprocal care* pour étendre la théorie dite du *care*. Un *care* étendu non seulement par la nécessaire réciprocité interindividuelle, ce qui le rend différent et du *care* et de l'altruisme unilatéral, mais aussi étendu à la Nature, toute aussi vulnérable.

Cette manière de faire et cette structure sont fondamentales et existentielles, l'application de ce principe illichien apporte *une justice des attitudes*. Ce n'est qu'après que celle-ci est assurée, que les coopératives peuvent rechercher les comportements efficaces sur les marchés où elles sont en concurrence et où elles s'efforcent de se mettre dans la meilleure position compétitive possible. Ce n'est pas chose aisée, en particulier parce que les marchés et les concurrents forment en général une foire d'empoigne avec des pratiques bien éloignées du principe illichien. Pourtant, même dans ce contexte *a-priori* hostile, leurs réussites montrent que *la justice des attitudes* permet de produire des biens et des services de qualité, que les consommateurs apprécient pour ce qu'ils sont et peut être aussi pour la manière dont ils ont été produits.

En faisant de l'année 2012, l'Année internationale des coopératives, l'ONU et son secrétaire général Ban Ki Moon ont reconnu toute leur importance et ont souligné que « les coopératives ont montré qu'elles constituaient un modèle commercial, robuste et viable, susceptible de prospérer même pendant les périodes difficiles [... empêchant] de nombreuses familles et communautés de sombrer dans la pauvreté. » Même si en France comme ailleurs, l'attention principale reste portée sur d'autres formes d'organisation, l'AG des SCOP (sociétés coopératives et participatives) de novembre (2012) a été l'occasion pour M. le ministre Benoit Hamon d'affirmer cette efficacité économique et sociale.

L'enseignement de cette belle et longue expérience d'un mouvement coopératif, efficace même sur les marchés tels qu'ils sont dans la situation économique actuelle, doit être tiré. Cet enseignement est double.

Il concerne tout d'abord les entreprises de production. Les faits rapportés et le contexte où ils baignent ne permettent pas de conclure qu'il s'agit de transformer toutes les entreprises en coopératives. Mais il montre à l'évidence que la manière d'organiser « le travailler ensemble », en particulier en « prenant soin les uns des autres » est un « facteur de compétitivité » (pour user un terme du discours de la technoscience). Il concerne ensuite le fonctionnement d'ensemble de nos sociétés et la nécessité de percevoir la réalité du politique et la nécessité de l'encadrer par l'éthique : ceci veut dire de cesser de se mettre à la remorque du modèle de l'*homo economicus* qui ignore les valeurs et ne connaît que les prix du marché guidé par la loi de l'offre et de la demande.

Le modèle de référence, l'idéal souhaitable est celui de l'homme convivial. Il faut d'abord penser et agir selon le modèle de l'homme convivial, et sa règle de convivialité guidée par les valeurs d'une vie bonne en société. Le modèle théorique doit tenir compte de cette dualité qui est la nôtre <*homo economicus*-/*homo convivialis*> et représenter un monde où le politique et l'éthique sont des caractéristiques structurelles. Ce modèle théorique pourra guider des prises de décision stratégiques pour cheminer vers un monde idéal⁸ où l'homme économique sera au service de l'homme convivial.

⁸ Voir en annexe à ce texte, une information à propos du « convivialisme ».

Annexe : information à propos du « convivialisme »

A la suite d'un colloque que j'ai organisé à Tokyo en 2010, j'ai co-publié en français (à la Découverte, Paris, en 2011), avec Alain Caillé, Serge Latouche et Patrick Viveret (et la collaboration de Michel Renault et de Denis Clerc) *De la convivialité – Dialogues sur la société conviviale à venir*, traduit en espagnol en 2012 et par ailleurs j'ai co-dirigé avec Makoto Katsumata un ouvrage en japonais sous-titré en anglais *Reframing society, Conviviality – not Growth* (publié en 2011 à Tokyo). A l'issue de ce colloque les intervenants, (voir http://www.mfj.gr.jp/agenda/2010/07/10/colloque_francojaponais_pour_u/) principalement Français et Japonais, ont décidé de lancer le « convivialisme », ce qui me paraît être cet idéal souhaitable qui va au-delà des idéologies du passé. Alain Caillé, qui avait suggéré ce terme, a publié, quelque temps après, *Pour un manifeste du convivialisme* (Le bord de l'eau, Lormont, 2011) et organisé à la suite un séminaire informel. Ce séminaire réunit environ une fois par mois un certain nombre de personnes qui ont publié des travaux qui montrent qu'elles sont parmi celles qui cherchent à dessiner des voies nouvelles pour l'évolution de notre monde et qui semblent proches de celle du « convivialisme ». Cette proximité n'empêche pas une grande diversité. Néanmoins, le sentiment de proximité a certainement été pour quelque chose pour qu'elles acceptent l'invitation lancée au nom des co-auteurs de *De la convivialité* et après avoir reçu l'ouvrage d'Alain Caillé ; elles ont été invitées début 2012 à discuter ensemble sur le projet de rédiger et de lancer un manifeste provisoirement intitulé *pour le convivialisme*. Ce groupe de personnes s'est un peu élargi, on y trouve les 50 personnes suivantes, que je range ici dans un ordre totalement arbitraire ; toutes ne viennent pas évidemment à toutes les réunions, mais à chaque fois, elles sont entre 25 et 30. Il s'agit de : Alain Caillé, Jacques Lecomte, Yann Mouler Boutang, Jean Baptiste de Foucauld, Roger Sue, Geneviève Azam, Gus Massiah, Bernard Perret, Denis Clerc, Jean Pierre Dupuy, François Flahaut, Paulo Hentique Martins, Jean-Claude Guillebaud, Thomas Coutrot, Patrick Viveret, Hervé Kempf, Sandra Laugier, Christian Laval, Alice Fistetti, François Gauthier, Jean Louis Laville, Jean Gadrey, Claude Alphantery, Vincent Gaulejac, Serge Latouche, Dominique Méda, Edgar Morin, Bernard Paulré, Chantal Mouffe, Florence Jany-Catrice, Barbara Cassin, Jean Sammut, François Fourquet, Osamu Nishitani, Roland Gori, Ugo Maria Olivieri, Christophe Fourel, Bernard Stiegler, Alfredo Pena Vega, Eva Pulcini, Ji Zhe, Ahmet Insel, Akram Belkhaïd, Philippe Chaniel, Philippe Frémeaux, Hervé Chaygneaud-dupuy, Jacques Morand, Didier Livio, Laura Gherardi, Anne-Marie Fixot.